

Un Centre islam et société ambigu

OPINION

Jusqu'où favoriser l'islam et ses propagateurs au nom de l'intégration? Le Centre suisse islam et société (CSIS) de Fribourg donne ses réponses. Elles mériteraient pour le moins un débat.

Le CSIS propose de multiples formations pour les acteurs des mosquées et encourage leur présence dans les institutions profanes. Ses partis pris oscillent entre orthodoxie et modernisme. Le Centre ne semble voir aucun radicalisme en Suisse. Qu'elles soient albanaises, turques ou bosniaques, toutes les associations islamiques manifestent un formidable dynamisme, offrent de multiples activités qu'il importe de renforcer. Le CSIS ignore la discrimination sexuelle de ces lieux dans les prières, cours de religion, débats, conférences ou encore l'obligation du foulard et l'intense endoctrinement des enfants.

Dans un rapport sur les besoins en formation continue, il énumère un nombre saisissant d'activités à mettre en œuvre, financées par les pouvoirs publics. Et le rapport annuel 2016 montre un processus en plein essor. Dans les mosquées, les enseignants de religion et de langues, les imams, les animateurs de groupes de jeunes, les animatrices de groupes de femmes, etc. profitent de formations telles que communication, pédagogie, didactique des langues et de l'enseignement de l'islam, gestion de conflits ou management associatif.

Est-ce le rôle de l'Etat de financer des méthodes modernes d'enseignement de l'arabe, de l'islam, des manières plus dynamiques d'animer les activités des mosquées? A l'extérieur, l'aumônerie dans les prisons, les hôpitaux, les foyers pour réfugiés représentent un bassin d'emplois prometteur. Mais avant d'officialiser, les futurs aumôniers ont aussi besoin de multiples formations. Plus généralement, tous les secteurs à forte minorité musulmane (écoles, centres de loisirs, aide sociale, etc.) auront besoin d'experts musulmans.

Le CSIS favorise aussi la prise en charge des réfugiés (enseignement de la langue d'origine, formations, services administratifs divers) par les mosquées. Peut-on les considérer comme un moyen d'intégration des immigrés musulmans alors que selon deux livres récents, le radicalisme – salafisme et Frères musulmans – les imprègne en réalité profondément? * N'est-ce pas aux services profanes de l'Etat d'assumer cette tâche?

Peut-on considérer les mosquées comme un moyen d'intégration des immigrés musulmans?

Le CSIS forme aussi des professionnels en contact avec des musulmans (policiers, soignants, enseignants, etc.). Il se veut le moteur d'un islam moderne. Mais il invite son public à accepter les revendications religieuses. Il annonçait son premier séminaire par la photo d'une musulmane avec ordinateur et foulard. Deux collaboratrices portent le couvre-chef islamique. Mallory Schnewly Purdie, spécialiste de la formation, se félicite de la décision du Tribunal fédéral d'autoriser le foulard des fillettes à l'école. Elle pense que la religion n'est pas une affaire privée. Halal à l'école ou congés pour le ramadan, par exemple, sont «des aménagements» qui peuvent favoriser le vivre ensemble. Une membre du conseil consultatif du CSIS se déclare favorable aux salles de prière dans des établissements scolaires.

D'un organisme de niveau universitaire, on attendrait quelques recherches scientifiques: sur la fabrication du Coran et la production des hadiths passées au filtre de l'archéologie, de l'épigraphie, de la linguistique, et l'organisation débats contradictoires. Récemment, le

CSIS a choisi d'être la caisse de résonance de la victimisation des adeptes du Prophète. Son colloque consacré à «l'hostilité envers les musulmans» a réuni une quinzaine d'intervenants: tous ont défendu le même point de vue et dénoncé l'islamophobie. Association suisse vigilance islam a envoyé au Centre une pétition munie de près de 800 signatures qui demande l'organisation de colloques critiques.

Question textes, le Centre ne distingue pas science et foi conformément à l'orthodoxie islamique. Ses étudiants planchent sur les «disciplines scientifiques de l'islam», soit l'exégèse du Coran, ou sur la «science des hadiths». La Suisse doit-elle engager des moyens financiers aussi élevés pour renforcer une religion et ses pratiques, et les faire infuser dans ses institutions profanes? ■

* A lire: **La Suisse, plaque tournante islamiste** (en allemand) de Saida Keller Messahli et **Le Radicalisme dans les mosquées suisses** de Mireille Vallette

MIREILLE VALLETTE
ESSAYISTE ET JOURNALISTE

